

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL QUEMENEUR BERNARD

Kerivin
29810 Brélès

Références : -
Code AIOT : 0052900281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement EARL QUEMENEUR BERNARD implanté Kerivin 29810 Brélès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL QUEMENEUR BERNARD
- Kerivin 29810 Brélès
- Code AIOT : 0052900281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage porcin soumis au régime de l'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Justificatifs attendus concernant la reprise des deux sites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Le projet de restructuration entre les différents sites exploités n'a pas été réalisé (APC de 2015). De plus, les exploitants nous informent de la mise en vente en cours de l'exploitation avec potentiellement des repreneurs différents pour les sites de "kerivin" à BRELES et celui de "Kerstrat" à LANILDUT. Le site de "Lan Ar Poulou" à BRELES étant voué à fermeture au terme de la cession.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection des installations classées un document de présentation du projet de cession avec un échéancier de réalisation.
A la reprise des différents sites, des demandes de changement d'exploitant seront transmises (reprises partielles) et des dossiers respectifs de mise à jour des conditions d'exploitation devront être déposés. Chaque site relève du régime de l'enregistrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification des MTD ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Bref IRPP
Prescription contrôlée : L'exploitant a choisi sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'est engagé à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il a précisé et justifié ces techniques. (mis au passé car c'est fait) « II. Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. »
Constats : Station de traitement biologique avec séparation de phase des lisiers en service depuis juin 2005. BRS et GEREP transmis préalablement à l'inspection avec les éléments de justification des calculs. Les valeurs limites d'émission d'ammoniac par emplacement et par an sont respectées. Le BRS est cohérent au regard des justificatifs transmis. La fosse extérieure de réception du site de Kerivin (STO1) n'est pas couverte (fosse de transfert ou épandage direct) La fosse extérieure de réception du site de Kerstrat (STO1) n'est pas couverte Aujourd'hui, du fait de la non-réalisation du projet de restructuration et du projet de cession des deux sites à des repreneurs différents, chaque site abritera moins de 2000 emplacements de porcs de production et moins 750 places de reproducteurs (non IED).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir point de contrôle précédent (Art 3) en rapport avec la cession des deux sites à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Rapportage
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) a été réalisée au titre de l'année 2024. Les éléments nécessaires au calcul ont été joints.
Type de suites proposées : Sans suite